

Réapprendre à construire l'avenir

André Dumont

Ingénieur AirBr, chargé de cours émérite à l'ULB

Conférence 2 – 31 mars 2015 :

L'Europe doit redonner confiance

6. Le Président Van Rompuy parle.



André Dumont, Collège Belgique 31 mars 2105

Conférence à Charleroi, ce 10 mars 2015

- Le paradoxe est que l'euroscepticisme se développe au moment où de toute évidence nous avons besoin de plus d'Europe. « Bruxelles » est le bouc émissaire de tous les mécontentements.
- Nos discours, notre conviction doivent expliquer et convaincre. Et surtout, ***il faut que des résultats en termes de croissance et d'emploi apportent la preuve de nos convictions. Et il ne faudrait pas que la modeste amélioration actuelle démobilise nos efforts : il faut aller beaucoup plus loin.***

Nous avons besoin de plus d'Europe.

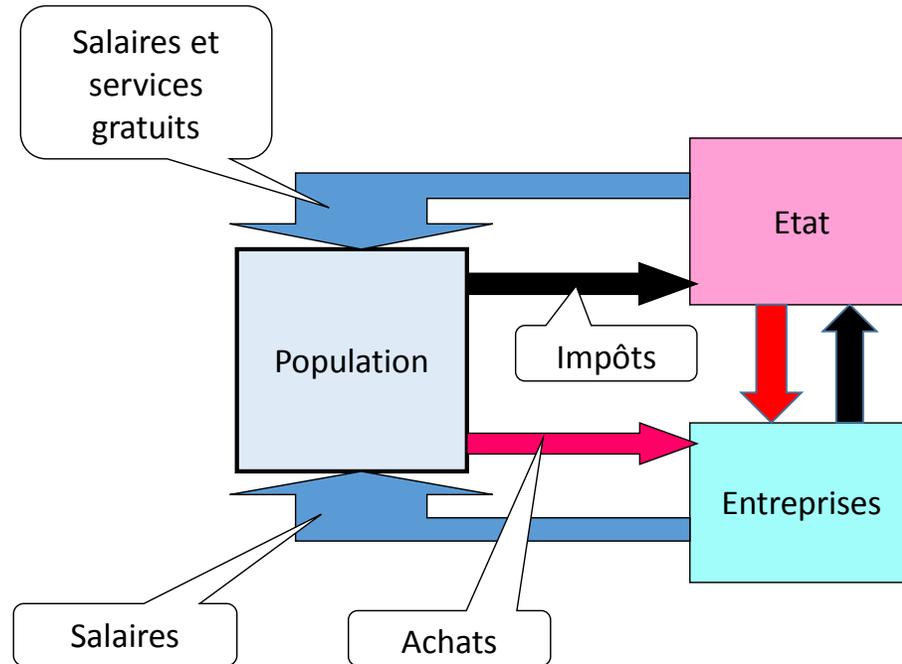
- Tous les défis qui s'annoncent devraient être affrontés au niveau mondial. Faute de Gouvernement démocratiquement élu et responsable à ce niveau, l'Europe est l'étage intermédiaire qui peut et doit porter nos intérêts.
- ***L'Union compte 500 millions de citoyens, et elle est la première puissance économique du monde.*** Nos niveaux nationaux sont purement et simplement insignifiants devant les mastodontes comme la Chine et les Etats-Unis.

Que faire à présent ?

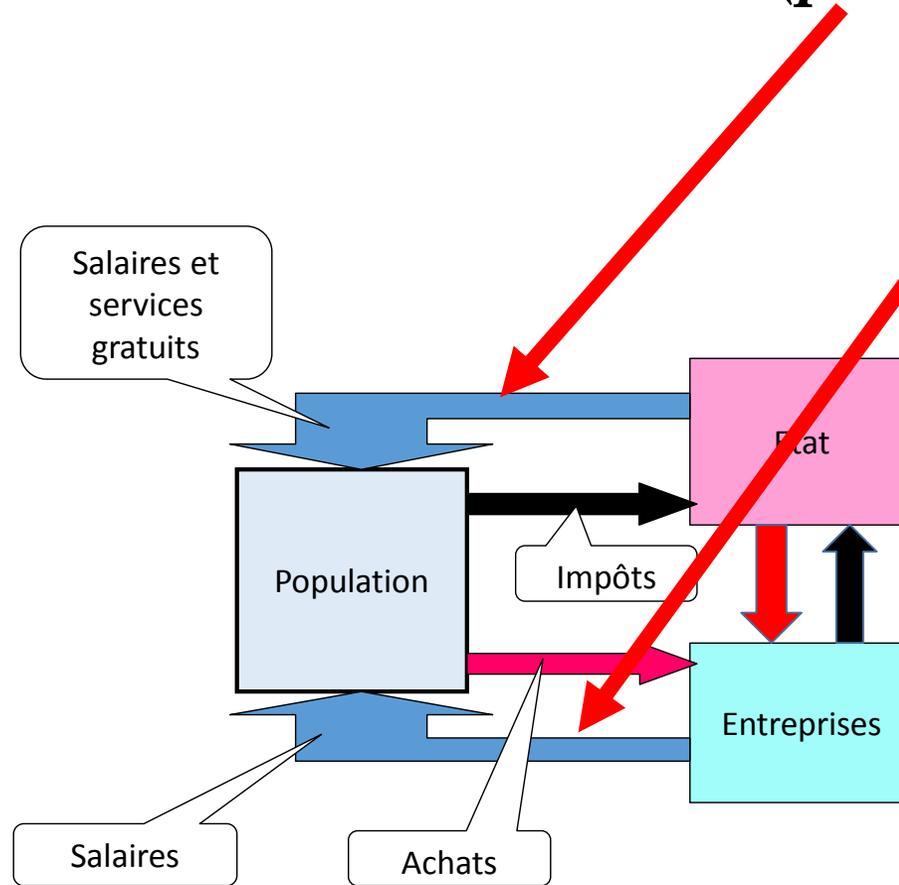
- *Devant cette montée du désenchantement, il est urgent de montrer aux électeurs que les actions en cours sont salutaires – de leur montrer des résultats tangibles en termes de croissance et d'emploi.*
- *Le court terme étant maîtrisé, il convient de réorienter la politique communautaire dans ce sens.*

7. Plus d'Europe, vraiment ?

28 boucles économiques juxtaposées

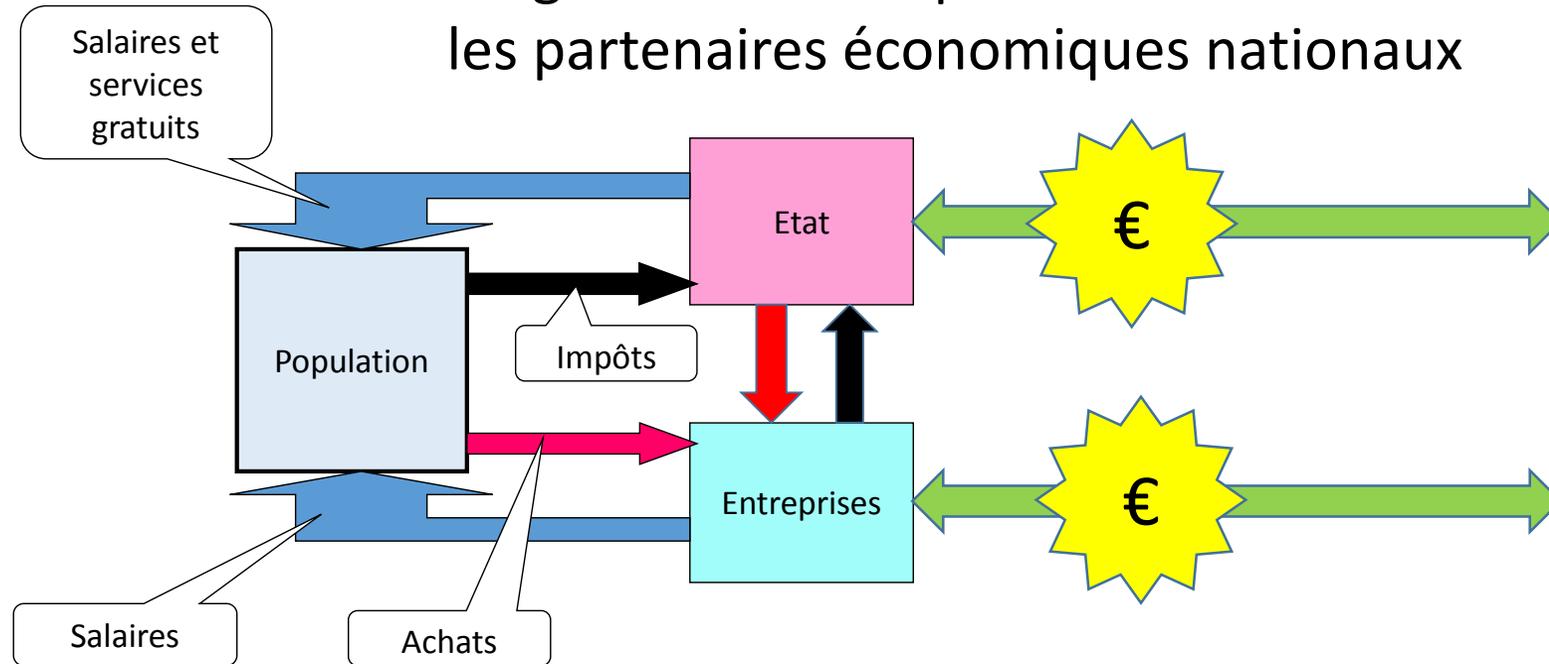


***La population a le sentiment de croissance si et seulement si
le total des revenus du travail (public + privé) augmente***

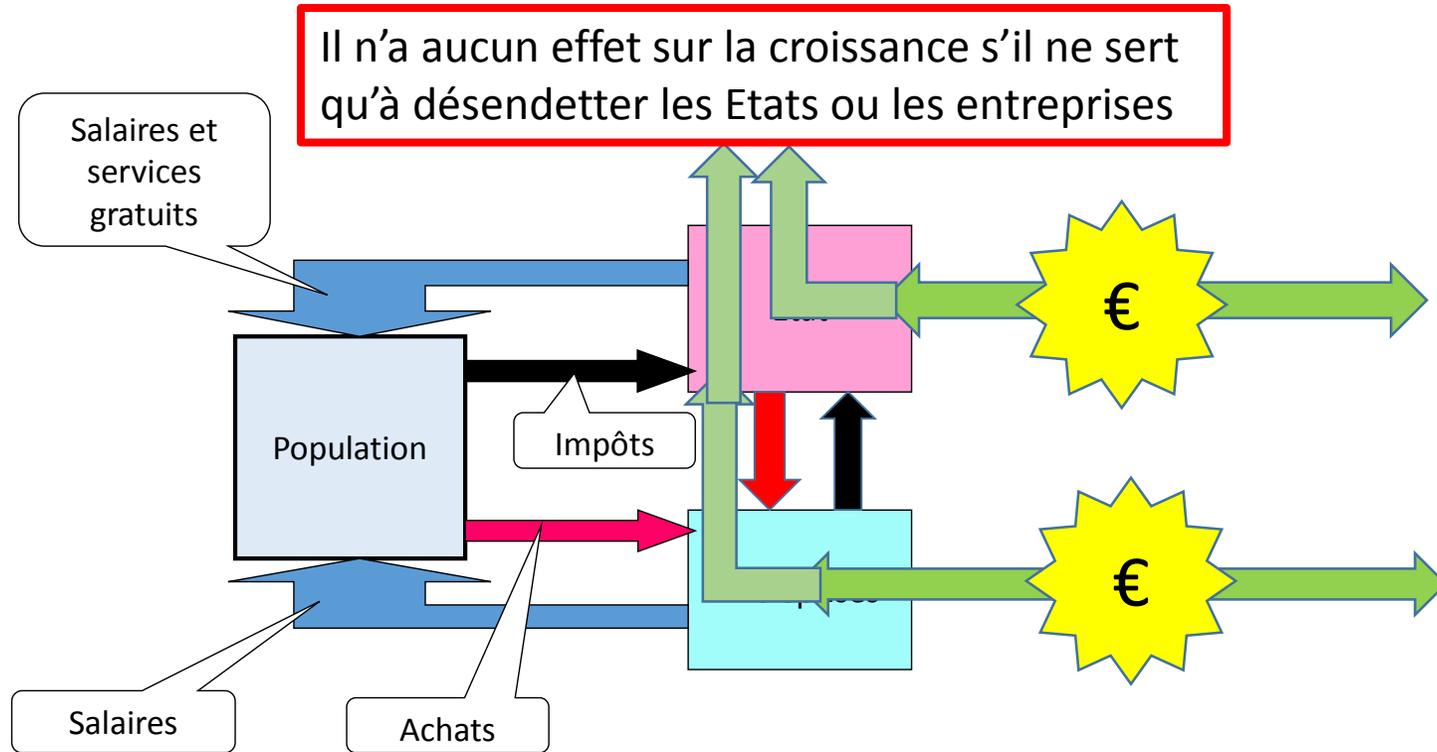


28 boucles économiques *nationales* juxtaposées

L'argent est le seul pont entre l'Union et les partenaires économiques nationaux



28 boucles économiques *nationales* juxtaposées



Un catéchisme et quatre péchés capitaux

- Dans l'histoire de l'économie occidentale, il y a eu d'autres exemples d'asphyxie de l'activité et de l'évolution en dérive irréversible; cela s'est passé entre autres aux Etats-Unis en 1935. D'après Keynes, c'est une caractéristique inéluctable de l'économie capitaliste.
- Les remèdes sont bien connus (*New deal*):
 - ***Des investissements publics massifs (infrastructures)***
 - ***Leur financement par la création de monnaie***
 - ***Le blocage des changes, qui évite la sortie des capitaux***
 - ***Le protectionnisme.***
- ***L'Eurozone interdit ces quatre remèdes à ses Etats membres.***

L'équilibre entre offre et demande est rompu parce que la demande devient insolvable ... et que les Etats ne peuvent plus la subsidier

- A cause de l'évolution vers des produits et services de moins en moins nécessaires, la pression sur les revenus du travail s'est accentuée d'année en année, le revenu total du travail (nombre + montant) a baissé.
- Cette évolution avait débuté dès les années 1970, mais elle avait été masquée par deux actions coûteuses des Etats:
 - Surengager dans les organismes publics
 - Fournir des services publics très subsidiés
- La conséquence a été un endettement massif des Etats d'où une inversion de politique suite à l'obligation de rembourser les dettes.
- ***Ce qui aurait pu être supportable a été rendu critique par la crise.***

Les Etats ne peuvent plus battre monnaie ni s'endetter outre-mesure

- L'euro résulte d'une volonté politique, qui n'a pas été suivie par les décisions politiques qui s'imposaient: il aurait fallu créer ...
 - Une unification fiscale et sociale
 - Des mécanismes de solidarité entre Etats riches et pauvres.
- En résumé, les Etats ont gardé jalousement tous les rouages qui leur paraissaient nécessaires pour exercer leur souveraineté économique
- ***.... tout en se privant de l'outil monétaire.***

La libre circulation des capitaux n'est pas négociable

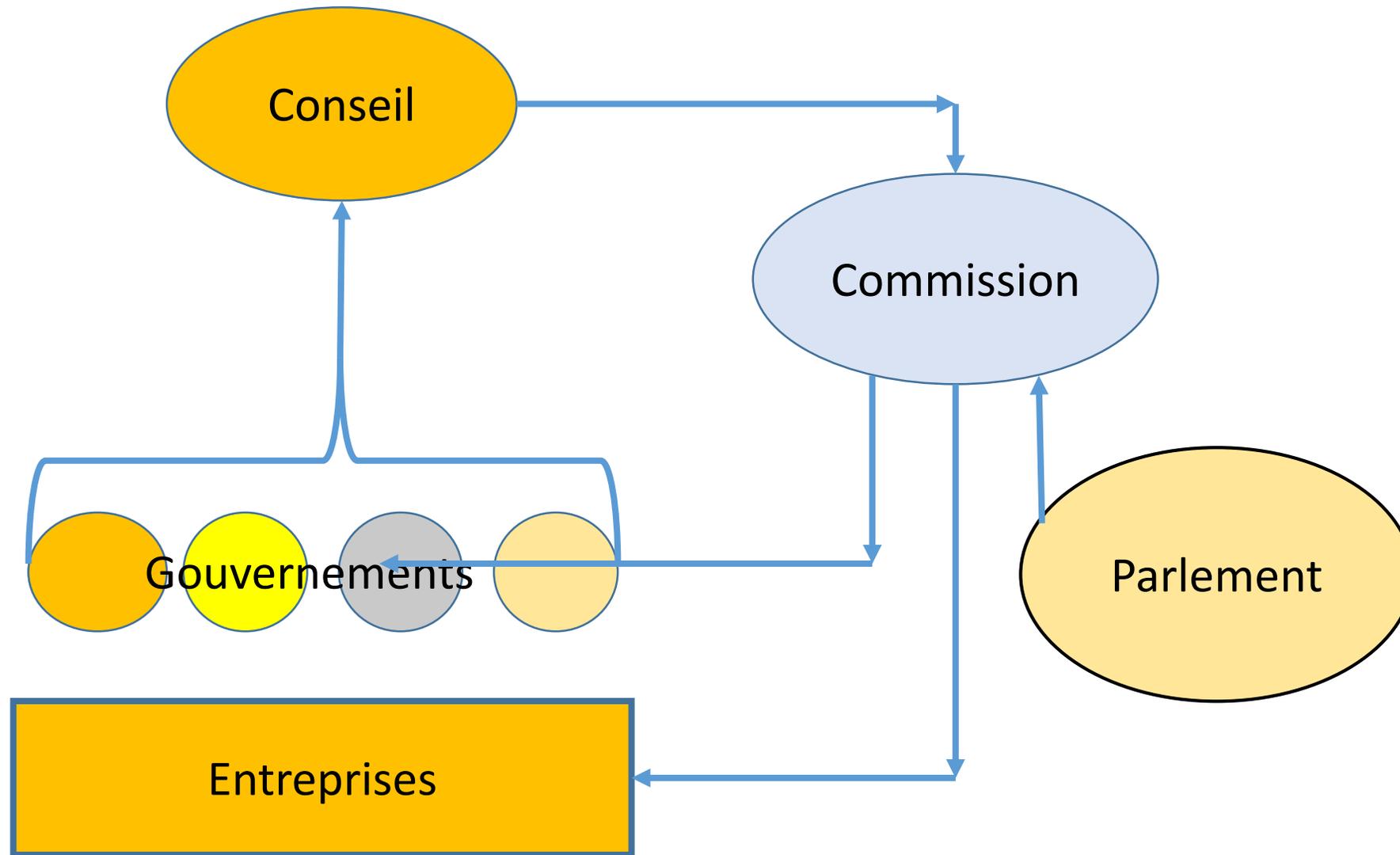
- Au moment où la solvabilité de l'Europe s'essouffle, il est logique que les capitaux ne s'y réinvestissent plus, et qu'ils migrent vers les zones où un marché émergent existe et où la main d'œuvre est moins chère.
- De plus, des masses de capitaux extrêmement importantes ne cherchent plus à s'investir durablement, et deviennent une matière à transactions de fréquence croissante. Il en résulte une activité très importante et très lucrative, par exemple à Londres. Par nature, une telle activité exclut un contrôle des mouvements de capitaux.

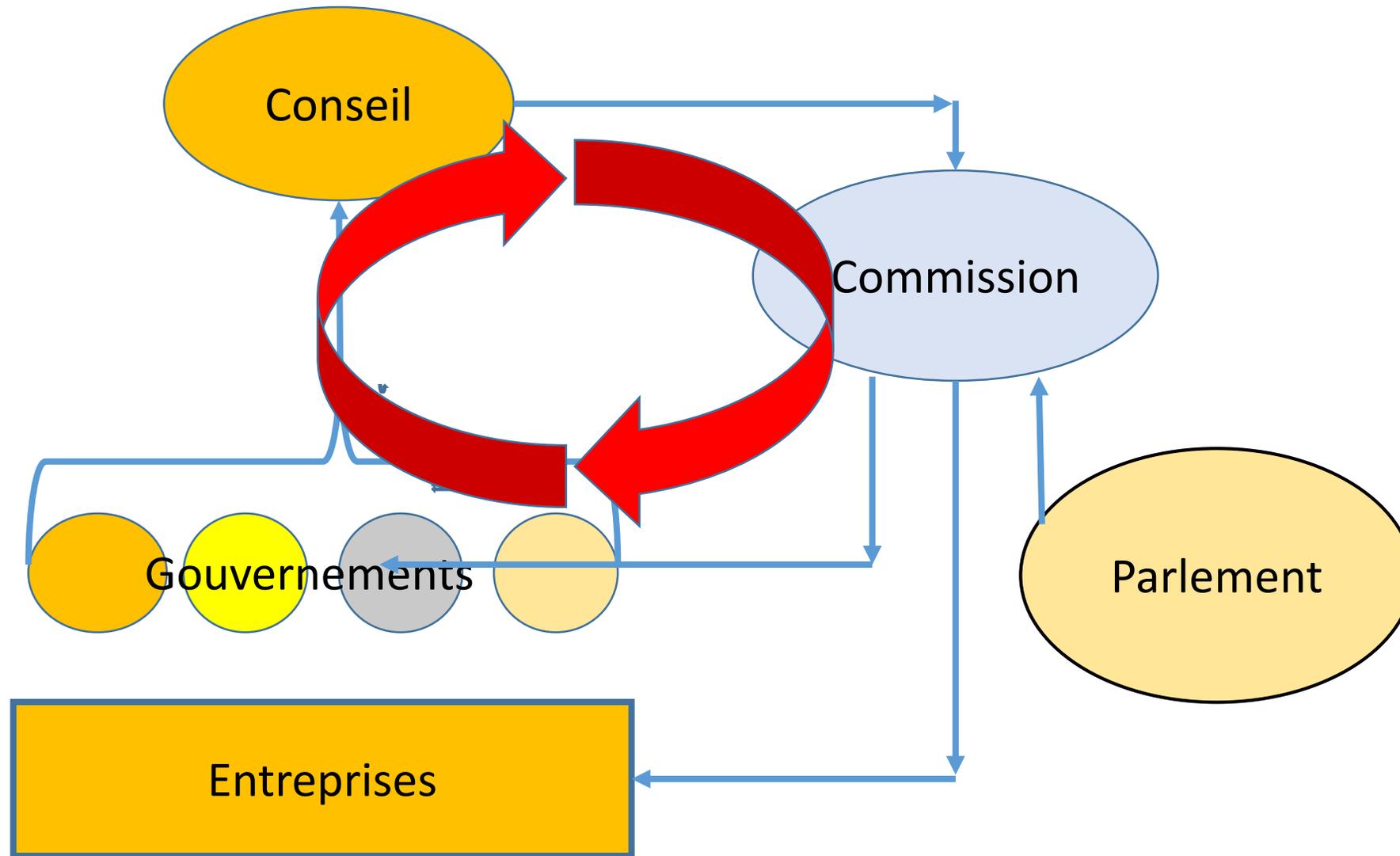
Le retour au protectionnisme est tout aussi exclu.

- Le **credo** de la Commission est que toute entrave au commerce est néfaste pour la croissance. Et c'est vrai dans un marché en expansion.
- Dans un marché plafonné, cela conduit à l'écrasement des faibles, à la constitution de positions dominantes, tenues le plus souvent par des entreprises non européennes – soutenues dans leur « patrie » par un protectionnisme – affiché ou rampant : voir en Chine et aux USA !
- ***L'Union Européenne est la seule puissance économique libérale au monde. Elle ouvre grande sa porte à ceux qui entre-bayent la leur.***
- ***Elle a été jusqu'à priver ses Etats-membres des outils de politique économique que constituaient leurs entreprises publiques.***

Il faudrait faire sauter au moins un de ces verrous

- Quitter la zone euro rendrait au fuyard la capacité de battre monnaie, de subsidier son économie et de réduire ses dettes par la dévaluation.
- Mais l'imbrication des économies, après des décennies d'ouverture, interdit toute tentative de fermeture au commerce et aux capitaux.
- Les partis eurosceptiques occultent sciemment cette contrainte, et mentent aux électeurs: ***un pays isolé et en dévaluation va à la ruine.***
- ***Nous n'avons pas d'autre choix : nous devons appliquer à la zone euro les remèdes adéquats. Et ce n'est pas immédiat ...***



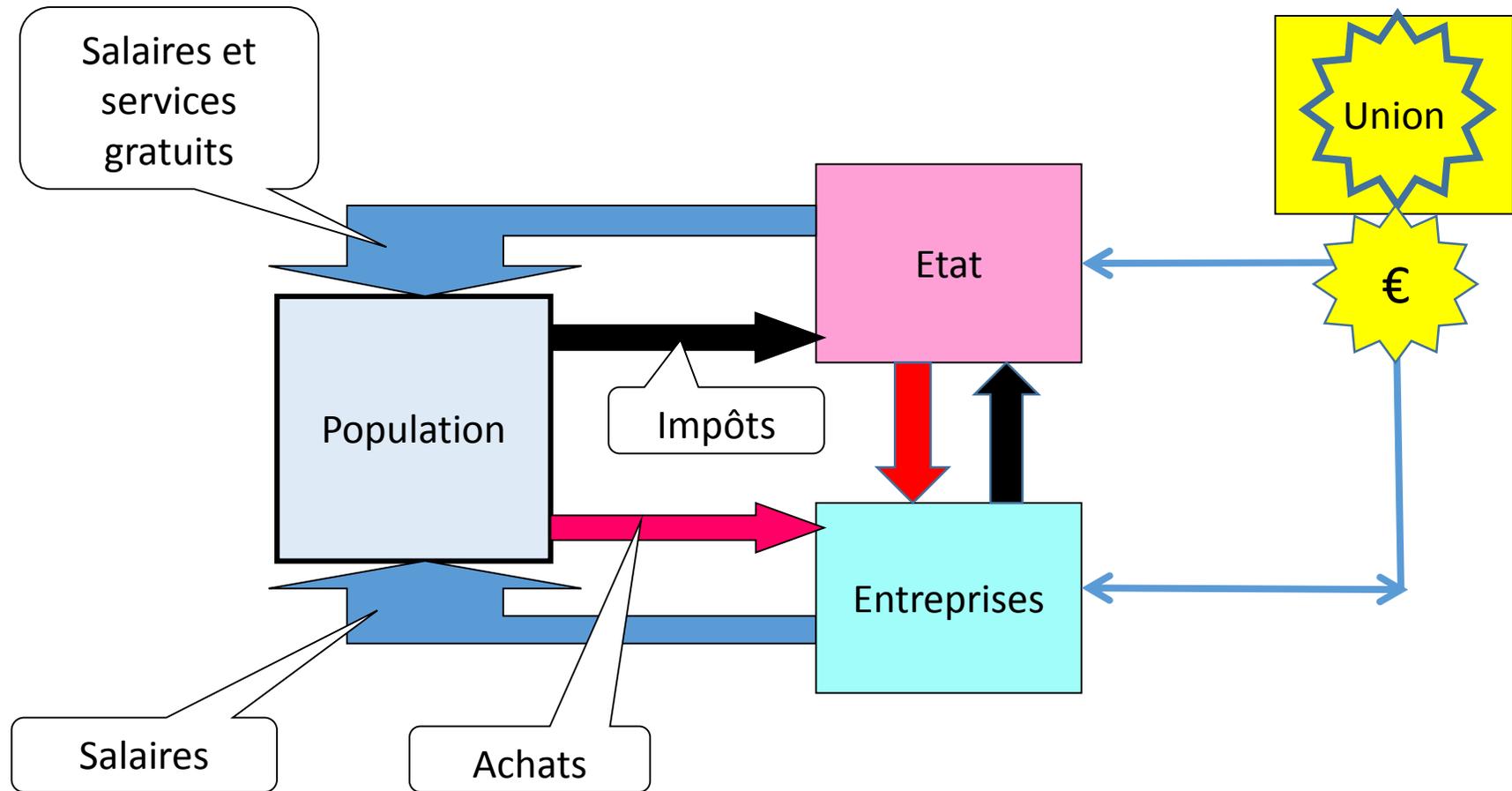


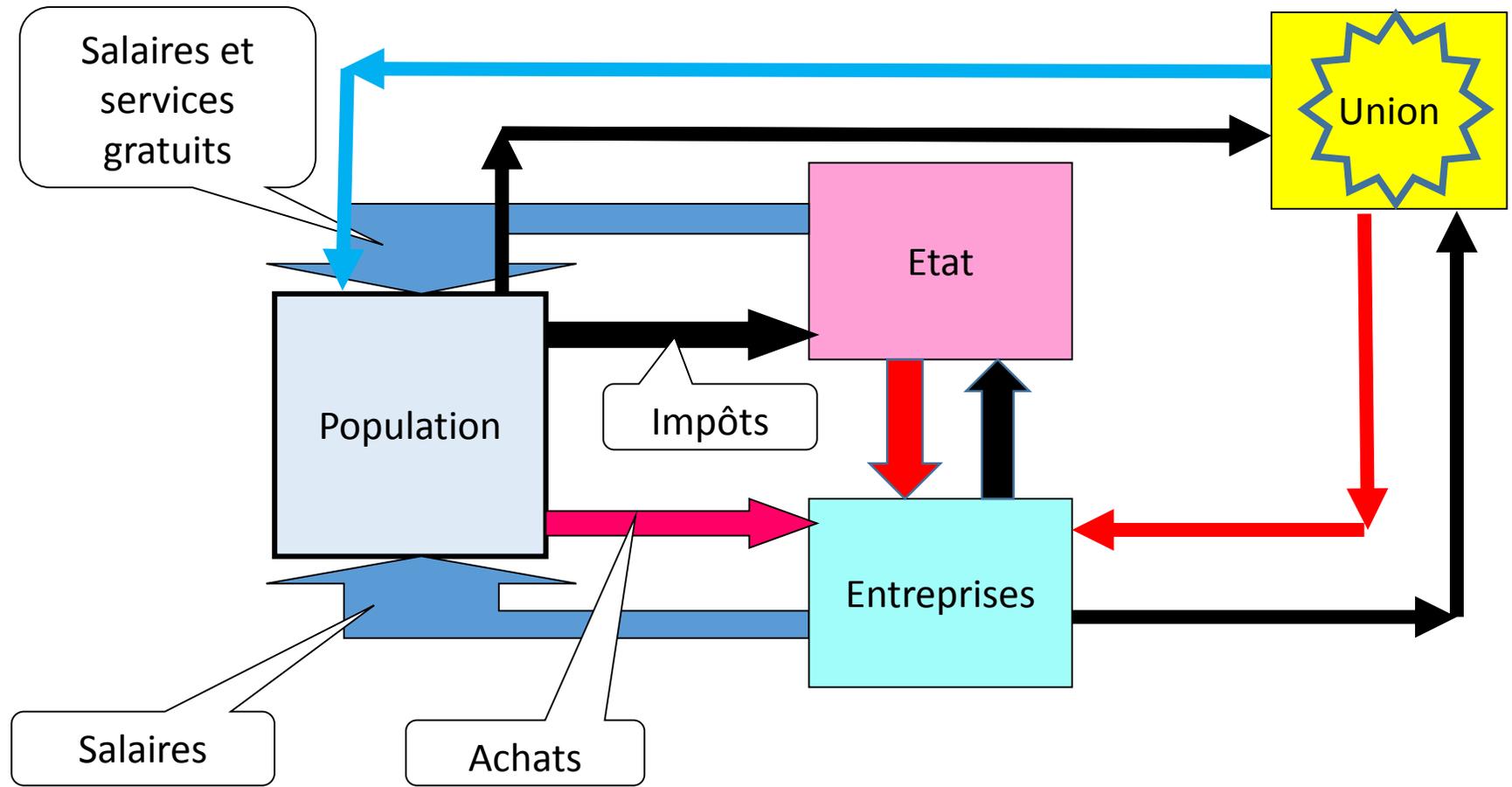
8. Créer une « boucle économique » européenne.

L'incompatibilité:

28 économies nationales et 1 monnaie commune

- Nous avons vu qu'il est illusoire de rendre aux Etats les quatre outils qui ont donné son efficacité au New Deal de Roosevelt.
- ***Nous devons agir dans l'autre sens: créer des outils communautaires pour agir directement sur l'économie européenne.***
- ***Et plus seulement sur les flux financiers: l'Union doit devenir un partenaire économique de ses entreprises et de sa population.***
 - ***Elle doit leur fournir des services***
 - ***Et leur acheter des produits et des services.***





Le seul client « européen » de l'industrie européenne est l'ESA

- Sa mission est de traduire les objectifs qui lui sont donnés par les Etats en définitions techniques, en cahiers des charges, en contrats.
- Elle dispose des capacités de gestion technique et financière.
- Elle a établi des règles de politique contractuelle qui ont fait de l'Europe un leader dans l'espace. Elle répartit ses contrats entre ses Etats-membres, avec des objectifs d'équité et d'efficacité.
- C'est un client de poids : annuellement plusieurs milliards d'euros sont contractés à l'industrie européenne.

Un investissement public ... très rentable.

- Dans les affaires spatiales, ce sont les Etats qui financent les études et les développements, plus les coûts internes de l'ESA.
- Et ils en recueillent le fruit, en phase d'exploitation, sous forme d'impôts et de cotisations sur les activités industrielles et services fournis par les sociétés exploitantes : Arianespace pour les lanceurs, Eutelsat ou SES-Astra pour les télécoms, Eumetsat pour la météo ...
- Dans tous ces domaines l'Europe exporte et est devenue un leader, même si Ariane est venue après la marche sur la lune ...
- Grâce à la vente de services et à l'exportation, les Etats sont gagnants.

Il faut créer des sœurs à l'ESA.

- Il faut donc créer des sœurs de l'ESA dans les sujets stratégiques, des sœurs qui seront structurées pour devenir de futurs opérateurs.
- Est-ce si difficile ? ***Il faut dénoncer l'amalgame qui est fait entre initiative publique et endettement excessif de l'Etat.***
- Il y a assez d'argent dormant à mobiliser – 500 milliards d'€ pour la seule Belgique – à condition que les véhicules financiers ad hoc soient créés, ***hors périmètre d'endettement des Etats.***
- Et hors de l'emprise des intermédiaires financiers, qui lutteront durement pour rester l'intermédiaire obligé entre Etats et économie.

Investir en épargnant les budgets publics.

- Les Agences qui devront assurer la transition vers le durable et assurer la croissance devront faire en plus ce que l'ESA ne fait pas:
- ***Assurer de bout en bout la circulation de l'argent, en respectant cette règle essentielle de l'économie libérale : celui qui investit doit retrouver son argent, rémunération en plus.***
- ***Autrement dit: reprendre au niveau européen la mission que remplissaient les opérateurs nationaux ...***
- ***... que l'Europe s'est ingéniée à démanteler.***
Sans rien créer à leur place!

Créer les modalités d'investissement pour le long terme

- Les acteurs du monde financier ont trouvé des moyens de s'enrichir rapidement, en manipulant l'argent plutôt qu'en l'investissant.
- Il faut mobiliser l'épargne qui refuse ce comportement, chez les citoyens et auprès des entreprises, en offrant la sécurité et le rendement à long terme en échange de l'absence de pouvoir.
- ***C'était exactement le souhait des épargnants de jadis, qui serraient dans leur coffre des « Parts de réserve » et des « Pétrofina ».***
- ***C'était au temps où les capitalistes et l'économie réelle avaient le même calendrier. C'est cette cohérence qu'il est vital de rétablir.***

Assurer l'autonomie pour toute la durée du projet

- Nous parlons ici de projets de la dizaine d'années, donc beaucoup plus longs:
 - Que l'exigence de return des investisseurs spéculatifs
 - Et que le pas entre élections
- L'Agence gestionnaire devra disposer d'un mandat irréversible pour toute la durée du projet, ***y compris pour son exploitation commerciale après mise en place*** – ceci pour rembourser et rémunérer ses créanciers et actionnaires.
- Les Etats actionnaires imputeront leur investissement par amortissement annuel, comme une entreprise, et non en une fois.

Délimiter un espace protégé

- Dans la limite géographique du projet et dans sa durée, l'Agence gestionnaire sera déliée des règles de publicité des marchés, d'ouverture hors Etats participants, et de mise en concurrence.
- Pour l'exploitation des résultats, elle disposera d'un monopole.
- Elle assurera une répartition géographique de ses contrats entre les Etats participants. Elle pourra y inclure des initiatives de solidarité envers les régions en déficit d'investissement.
- Les entreprises contractantes seront libres de revendre leurs produits et services à tout client intéressé.

Investir sélectivement dans les régions déficitaires

- Nous avons vu que, en l'absence de création de monnaie ou de ressources naturelles exploitables, la balance des exportations est le seul facteur durable d'enrichissement.
- La protection liée aux projets offrira aux investisseurs un avantage appréciable: les infrastructures adéquates (électricité, télécoms) seront installées dans le cadre du projet, et une part de leurs ventes sera assurée.

9. Restaurer la hiérarchie des valeurs.

Surtout pas de débat idéologique

- L'économie libérale a prouvé, non seulement son efficacité, mais sa capacité à réduire les inégalités et à coexister avec la démocratie.
- Elle repose sur des relations qui, comme l'explique Keynes, mènent par nature à des dérives irréversibles – comme en 1935 aux USA.
- Dans ce cas, les Etats doivent intervenir pour créer temporairement et de façon ciblée des activités hors marché; dans le périmètre de ces activités, certaines règles de marché sont suspendue.
- C'est exactement ce qu'il importe de faire aujourd'hui en Europe.

L'argent doit cesser d'être un but pour redevenir un outil.

- Durant les deux premiers siècles de l'économie libérale, il y a eu une heureuse convergence d'intérêt entre le capitalisme et les « nations »
- Cette coïncidence a cessé dès l'ouverture des marchés et est devenue de plus en plus caduque au fil de la mondialisation: tous nos besoins réels sont satisfaits, le revenu du travail sort de l'Europe, et le capital suit les marchés émergents.
- La manipulation de l'argent crée plus de profit que son investissement
- *Tant que les Etats et l'Union accepteront de ne dialoguer qu'en termes financiers avec leur économie, ceci ne changera pas. Les capitalistes seuls gèreront les flux d'argent dans l'économie.*

Ne pas casser ce qui existe.

(NB: on aurait pu y penser en 1990 avant de déréguler les services ...)

- Il faut inlassablement le rappeler: ***l'économie européenne n'est pas en ruine.*** Elle n'est pas capable de générer la croissance souhaitable; elle ne peut pas empêcher l'appauvrissement de la classe moyenne.
- ***Mais elle est toujours en zone réversible. Il faut lui greffer une activité nouvelle qui apporte les éléments positifs suffisants.***
- ***Cette nouvelle activité doit évidemment être préservée des défauts qui plombent l'économie européenne générale:***

Rejeter l'amalgame entre investissement public et endettement de l'Etat.

- L'amalgame trouve sa justification dans les premières années des « chocs pétroliers ». Après des décennies de quasi plein emploi, la montée du chômage a été compensée par l'engagement de personnel dans les services publics.
- L'inflation et l'endettement ont différé le paiement de la note.
- Aujourd'hui, on parle d'investissements productifs. Ce qui est absurde, c'est que les règlements comptables imposés par l'Europe imposent de placer les montants totaux dans les dépenses de l'année

Les restrictions dans les budgets publics ont un effet négatif.

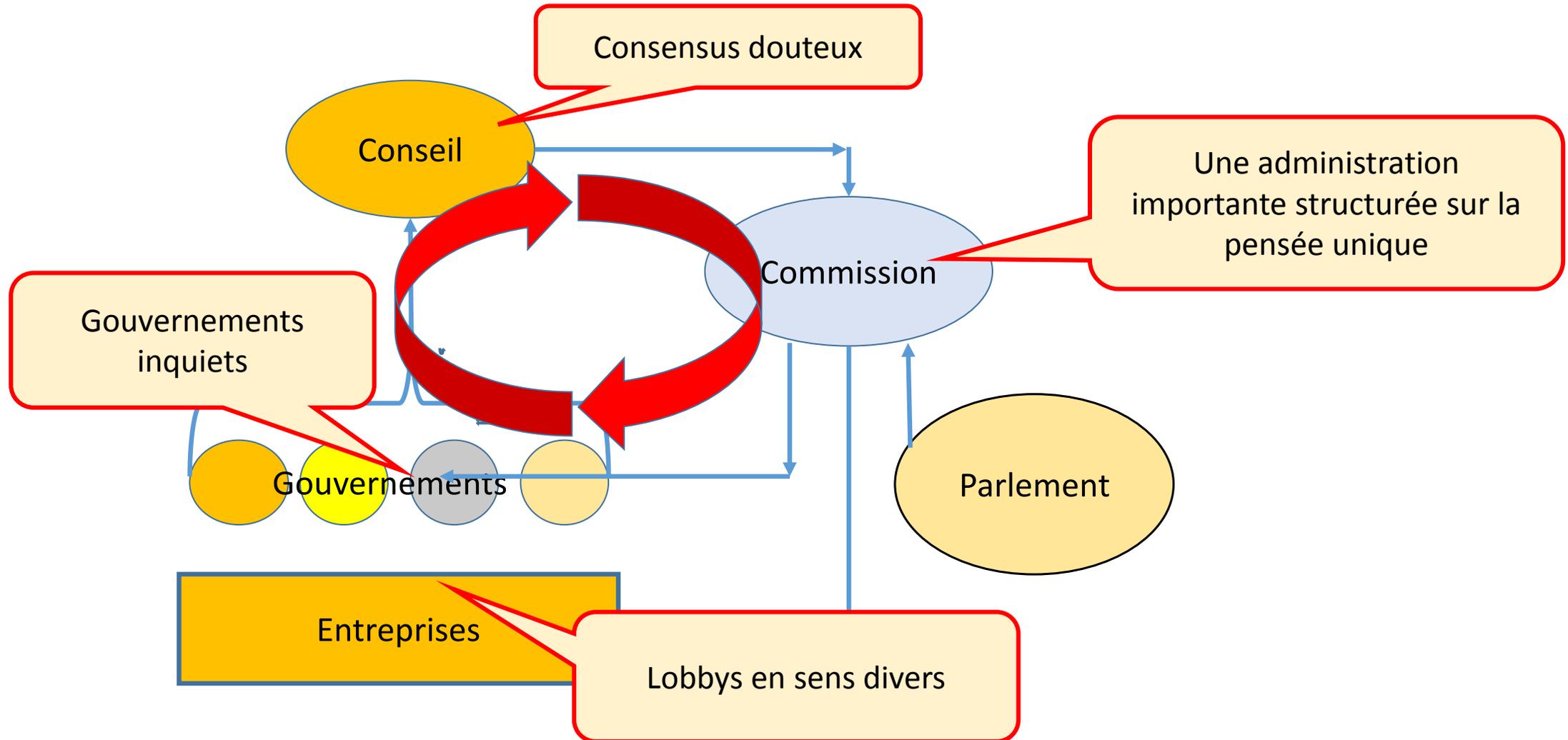
- La moitié de la population trouve sa subsistance dans les budgets publics. De l'ordre de 80% de ces budgets sert à payer des salaires.
- Le rendement salaires/budget est beaucoup plus élevé dans le secteur public: il y a peu d'achats de matière et d'importation.
- *Tailler dans les budgets publics a un effet négatif sur la croissance.*
- *La détérioration des services publics entraîne une baisse de la loyauté vis-à-vis de l'Etat – sans compter le retour vers la voiture.*

Protéger tous les stades d'une innovation.

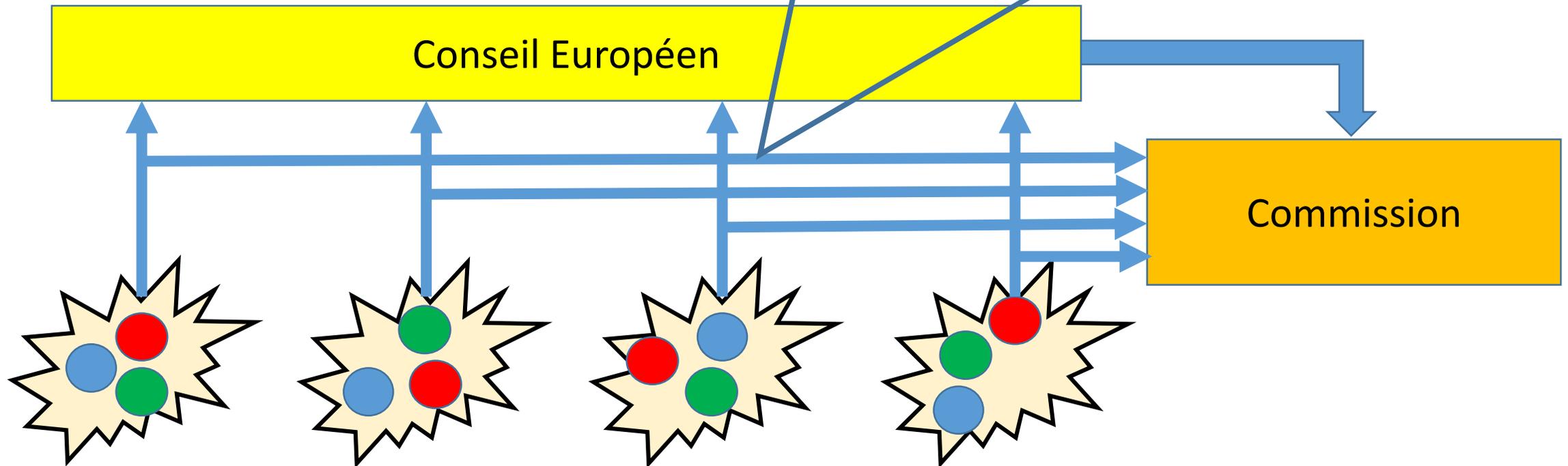
- Nous sommes confrontés à un problème crucial: accompagner les entreprises innovantes à travers les stades successifs du processus.
- Ces stades consomment une grande quantité de ressources humaines et financières, au moment où les fonds propres de l'entreprise sont sollicités au maximum. Les futurs avantages fiscaux n'y changent rien.
- *Il y a un avantage écrasant aux grandes entreprises riches et à celles qui bénéficient d'un support – apparent ou occulte – de leur Etat.*
- *Il n'y a plus guère de grande entreprise qui ait son centre de décision en Belgique. Le vide ne peut être compensé que par l'Europe.*

10. Le Parlement Européen.

Ne pas compter sur les tenants de la pensée unique.



Les divergences sont à la fois économiques et nationales:
au sein du Conseil et via la nomination des commissaires

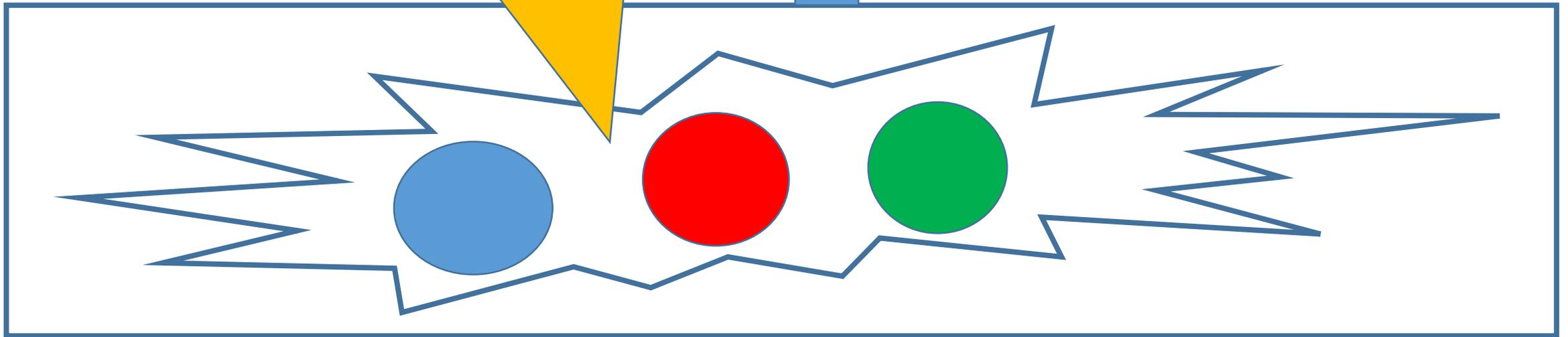


Les débats économiques se passent entre partis nationaux

Parlement européen:

- Légimité par l'élection directe
- Débats entre partis européens

Initiatives vers les Etats,
le Conseil et la Commission



Le Parlement Européen est vierge.

- En tant que nouveau-né – au moins dans ses nouvelles prérogatives – le Parlement Européen ne s'est pas identifié à une doctrine économique particulière: il n'aura pas à se déjuger.
- Ceci résultant de cela, il n'a pas d'administration propre structurée pour la mise en œuvre d'une solution précise.
- Par le fait même qu'il est ***le siège de débats entre partis européens,*** les divergences nationales et régionales ont été abordées avant la prise de décision et la publication des initiatives.

La solution se trouvera hors de la Commission Européenne.

- La Commission ne voudra à aucun prix devenir ou créer en son sein un acteur économique – pour des raisons tant historiques qu'idéologiques. Ceci d'autant plus qu'un tel projet n'a aucune chance de recueillir l'unanimité des Etats membres.
- La Commission a tenté de gérer le projet Galileo sans se munir des organes financiers et techniques ad hoc, et en comptant sur la bonne volonté des partenaires industriels: elle a dû appeler l'ESA à l'aide.
- *Les Etats décidés à aller de l'avant devront créer une « coopération renforcée », et convenir d'un traité séparé.*

Un (des) traité(s) spécialisés(s): des précédents remarquables.

- On pourrait l'oublier: avant la création de la Commission Européenne, les premières initiatives ont été organisées par traités entre 6 Etats:
 - ***La Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA)***
 - ***L'Euratom.***
- C'est exactement le type d'initiative dont nous avons besoin.
- Sans compter les deux organismes qui font la fierté de l'Europe:
 - ***L'Agence Spatiale Européenne (ESA)***
 - ***Le CERN.***

Les réseaux transeuropéens.

- Tous les sujets sont pratiquement réunis dans la liste des Réseaux Transeuropéens, identifiés comme des objectifs stratégiques dès les années 1994-1996. Tous vont dans le sens du développement durable
- Ils ont été formalisés par le Conseil des Ministres le 23 juillet 1996 et repris dans la « Stratégie de Lisbonne ».
- Malheureusement ils sont restés lettre morte.
- ***Le moment est venu de les réveiller, en les adaptant aux exigences communautaires actuelles en matière de budget et d'endettement.***

Les réseaux transeuropéens: exemples.

- ***Un réseau intelligent de transport d'électricité:*** c'est la condition nécessaire au déploiement des énergies éolienne et solaire. Les pays périphériques deviendront exportateurs d'électricité.
- ***Un réseau de transport de marchandises par rail:*** ramener au chemin de fer le transport à mailles fines qui était son fief avant l'ère du « tout à la route » - mais en se basant sur les dernières possibilités de la robotique et de la gestion par réseau de la clientèle.
- ***Des voitures banalisées disponibles en silos dans les gares et les aéroports:*** empruntées du matin au soir (côté travail) et du soir au matin (côté domicile) comme aujourd'hui les « vélib » et les « villos »

« Plus d'Europe » ne signifie pas renforcer le mécanisme existant.

- ***Tous ces projets doivent être gérés par des Agences spécialisées.***
- Tenter de modifier l'existant entraînerait des palabres et des frictions et impliquerait justement tous les réfractaires au changements.
- Il convient donc d'ajouter un nouvel organe spécialisé, qui sera muni de tous les privilèges nécessaires à son objectif de relance et d'emploi
- La participation au projet sera sur base volontaire.
- Les autres Etats-membres devront seulement déclarer l'absence de préjudice.

Tout en douceur ...

- Surtout pas de débats idéologiques: le problème ne se résoudra pas dans un affrontement gauche <> droite.

Tout en douceur ...

- Surtout pas de débats idéologiques: le problème ne se résoudra pas dans un affrontement gauche <> droite.
- Ni de procès du passé: la situation actuelle résulte de la conjonction inédite de facteurs de nature disparate.

Tout en douceur ...

- Surtout pas de débats idéologiques: le problème ne se résoudra pas dans un affrontement gauche <> droite.
- Ni de procès du passé: la situation actuelle résulte de la conjonction inédite de facteurs de nature disparate.
- Et pour terminer, un conseil basé sur l'expérience :
- ***Rendre les choses irréversibles avant de « sortir des tranchées » ...***

Tout en douceur ...

- Surtout pas de débats idéologiques: le problème ne se résoudra pas dans un affrontement gauche <> droite.
- Ni de procès du passé: la situation actuelle résulte de la conjonction inédite de facteurs de nature disparate.
- Et pour terminer, un conseil basé sur l'expérience :
- ***Rendre les choses irréversibles avant de « sortir des tranchées » ...***

Merci de votre attention !